Le chiffre et la carte

Pratiques statistiques et cartographiques en Amérique latine (du milieu du XVIII^e au milieu du XX^e siècle)

The Figure and the Map: Statistical and Cartographical Practices in Latin America (18th–20th Centuries)

Jean-Pierre Beaud et Claudia Damasceno Fonseca

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5743>

DOI : 10.4000/histoiremesure.5743

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 3-8

ISBN : 978-2-7132-2701-1

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Jean-Pierre Beaud et Claudia Damasceno Fonseca, « Le chiffre et la carte », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXII-1 | 2017, mis en ligne le 30 juin 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5743> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.5743>

Le chiffre et la carte

Pratiques statistiques et cartographiques en Amérique latine (du milieu du XVIII^e au milieu du XX^e siècle)

Introduction

L'histoire de la mesure a connu un développement considérable dans les cinquante dernières années et a largement bénéficié des avancées des sciences sociales pendant la même période, au point de se transformer en une sociohistoire de la mesure ou de la quantification. Les chercheurs européens et états-unis ont été particulièrement actifs sur ce plan, contribuant ainsi à éclairer le rôle du chiffre dans le Nord de l'Occident.

Mais l'histoire de la mesure a été pratiquée ailleurs aussi, bien sûr, et avec bonheur. Le développement des formes et appareils étatiques, qui a concerné pratiquement l'ensemble du monde, a « naturellement » suscité ici et là des études portant à la fois sur le territoire contrôlé, à des degrés divers, par l'État (cartographie du pays, topographie, délimitations, identification de régions naturelles ou administratives, etc.) et sur les opérations appliquées par l'État à ce territoire (comptages divers, recensements, enquêtes, nomenclatures, etc.). La géographie et la statistique peuvent être vues non seulement comme des disciplines se construisant, au sein des sociétés savantes et des universités, comme des moyens de connaître le pays, mais aussi comme des instruments pour agir sur ce pays et, d'une certaine façon, le créer. Le livre de Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, illustre bien ce pouvoir de créer, de faire exister, associé à la carte et au chiffre.

Les pays d'Amérique, malgré des différences historiques fondamentales, présentent, pour la plupart d'entre eux, de nombreux points communs. Ils ont connu une forme ou une autre de colonialisme, se sont émancipés de la métropole avec un succès plus ou moins rapide. Partout, ou presque, la question de la construction d'une bureaucratie appelée à remplacer l'administration

coloniale (ou à la transformer) a été posée. Connaître les limites et découpages du pays, compter les habitants, les disposer sur le territoire, en apprécier les qualités... ont compté parmi les tâches les plus urgentes des diverses autorités (les couronnes d'abord, les révolutionnaires ensuite, les administrateurs enfin). Non sans susciter des réactions diverses des populations ainsi mesurées, allant de l'enthousiasme de certains pour le chiffre « libérateur » à l'opposition d'autres relativement au chiffre « réducteur », « niveleur » ou « trompeur ». Quant au territoire lui-même, on sait que sa mesure ne peut être totalement dissociée d'une conquête qui n'a pas été que scientifique.

Cette histoire de la raison statistique et cartographique dans le Nouveau Monde existe. Elle est pratiquée dans les pays d'Amérique, en Europe et dans le monde entier. Comme les États-Unis et, dans une moindre mesure, le Canada ont fait l'objet de publications en anglais et en français, auxquelles il est aisé de se référer, nous avons décidé de consacrer ce dossier à l'Amérique dite latine ; une bonne partie des travaux, publiés en espagnol ou en portugais, sont sans doute peu connus du public de langue française ou de langue anglaise.

Faire connaître ces travaux et les programmes de recherche qu'ils illustrent constitue ainsi l'un des objectifs de ce numéro thématique. L'appel à contributions, lancé en novembre 2015, avait naturellement aussi un autre but, celui de susciter des collaborations portant sur des aspects moins étudiés des pratiques statistiques, cartographiques et topographiques dans les pays d'Amérique latine, de la colonisation au milieu du xx^e siècle. Les méthodes employées lors des recensements, les formes de présentation des statistiques, le rôle qu'elles ont joué au moment des réformes étatiques, l'usage des chiffres et des cartes dans la construction de l'image de la nation et des « patries régionales » pendant la période postindépendance et au xx^e siècle, ainsi que l'émergence d'institutions et d'agents spécialisés dans la statistique et la géographie étaient parmi les axes thématiques proposés par les coordonnateurs de ce dossier. Les propositions pouvaient concerner un pays, une période, mais aussi être de nature plus comparative et diachronique, considérant l'usage de la carte, du chiffre et de la mesure (dans ses différents sens) en relation avec l'évolution des sociétés concernées.

Les propositions retenues portent sur Cuba, le Mexique, le Brésil et l'Argentine. Entre ces deux derniers pays, voisins et rivaux à plusieurs égards, la circulation de méthodes, de formes de présentation des chiffres et de modèles d'organisation du travail statistique fut très importante durant les premières décennies du xx^e siècle ; la contribution de Claudia Daniel montre que le succès de la restructuration statistique au Brésil entre les années 1930 et 1950 et, par contraste, la viabilité problématique de la réforme argentine pendant sensiblement la même période sont à mettre en relation avec la mobilisation d'un réseau plus ou moins important d'alliés et, plus largement, avec le complexe plus ou moins solide de sources de légitimation internes et externes.

Les cinq autres articles analysent la production de types de statistiques et de cartes dans un cadre national : recensements démographiques, chiffres de l'instruction et de la santé publique, production agricole, propriété foncière, usage de mesures coutumières, statistique économique et financière.

Les contributions couvrent essentiellement la période allant des premières décennies du ^{xix}^e siècle, moment où la majeure partie des territoires coloniaux américains s'affranchissent de la domination des couronnes ibériques, jusqu'au milieu du ^{xx}^e siècle, quand les jeunes républiques latino-américaines créent ou restructurent leurs institutions nationales de statistique publique. La période qui a précédé les indépendances n'est pour autant pas absente de ce dossier thématique. Ainsi Mathieu Aguilera montre-t-il que les listes et tableaux du « premier recensement cubain » de 1774-1775, effectué par des « petits magistrats de campagne », ont servi de base aux commissions d'enquête pour le recensement de 1827. En ce qui concerne le Brésil, où les dénombrements de la période coloniale avaient privilégié la question fiscale (la capitation sur les esclaves) et où aucun recensement général n'avait été effectué avant 1872, les estimations effectuées avant l'indépendance, comme le montre Alexandre Camargo, continuaient d'être mobilisées tout au long du ^{xix}^e siècle, souvent pour discréditer les nouveaux chiffres de la population. La contribution d'Héctor Vera portant sur le Mexique analyse le maintien, au ^{xx}^e siècle, et ce malgré des politiques et des campagnes de métrisation, d'une multitude d'unités de poids et mesures datant de la période de domination espagnole.

Si les premiers recensements généraux de population réalisés à Cuba en 1827 et 1841, et au Brésil en 1872, furent largement discutés et utilisés par les spécialistes de la démographie historique ou de l'histoire de l'esclavage des deux pays, peu de chercheurs s'étaient jusqu'à présent réellement intéressés aux modalités d'élaboration, aux modes de présentation ainsi qu'à la réception et aux usages de ces statistiques. De la même manière, si certaines cartes et registres fonciers paroissiaux du ^{xix}^e siècle sont aujourd'hui à la base d'études sur les transformations du domaine foncier au Brésil après la *Lei de terras* de 1850, les aspects méthodologiques de ces recensements régionaux de propriété sont encore très peu étudiés. Il est vrai que les sources disponibles ne sont souvent pas suffisantes pour suivre de manière très précise les processus de collecte, de vérification et de publication des données. Les auteurs des recherches sur les premiers recensements cubains et brésiliens et sur la modernisation foncière en Amazonie au ^{xx}^e siècle sont néanmoins parvenus à reconstituer quelques relais mobilisés dans les enquêtes de terrain et à dévoiler les méthodes employées pour traiter les données. Comptes rendus officiels, correspondances de terrain, quelques rares formulaires d'enquête remplis, itinéraires, mémoires, articles dans des périodiques savants et cartes topographiques sont mobilisés dans les contributions sur Cuba et sur le Brésil. Dans les articles d'Héctor Vera, de Cecilia Lanata Briones et Hernán González Bollo, correspondance et rapports officiels ainsi qu'articles et dessins humoristiques parus dans la presse locale

donnent un aperçu des méthodes de mobilisation des populations, des réactions de celles-ci durant les enquêtes de terrain ainsi que de leurs interprétations des chiffres lorsque ceux-ci furent diffusés.

Les contributions d'Aguilera et de Camargo accordent une attention particulière aux choix des variables pour l'agrégation des données et à la façon dont les statistiques sont présentées. La comparaison des cas cubain et brésilien est intéressante à plusieurs points de vue. Si le statut politique des pays au moment de la production des recensements était fondamentalement différent – Cuba était encore un territoire colonial alors que le Brésil était devenu une monarchie constitutionnelle depuis 1824 – les autorités et les planteurs cubains et brésiliens étaient logés à la même enseigne vis-à-vis des conséquences de l'interdiction du trafic négrier dans l'Atlantique. Ils se sont engagés simultanément dans un processus d'extinction « graduelle » de l'esclavage qui les amènerait à partager le palmarès de l'abolition la plus tardive des Amériques (1886 pour Cuba, 1888 pour le Brésil). L'importance de la population de couleur inquiétait les élites qui craignaient « les rébellions noires » et réclamaient une « immigration blanche » pour remplacer la main-d'œuvre esclave. Les agents recenseurs cubains et brésiliens ne pouvaient ainsi se limiter à l'évaluation quantitative des habitants, mais devaient procéder à des catégorisations par *casta*, *classe*, *condição*, *cor* – le nombre de catégories retenues et la manière de les présenter étant cependant assez différents dans chacun des territoires.

La comparaison est ainsi intéressante en ce qui concerne les acteurs des recensements : mis à part les ingénieurs militaires (très présents à Cuba, et *a priori* absents du recensement brésilien de 1872), la composition des commissions locales chargées de l'agrégation et de la vérification des données est similaire dans les deux cas : curés, membres des milices, grands propriétaires terriens et autres personnes « dignes de foi ». En effet, dans une situation de continuité avec la précédente, soit « l'ère des estimations », la fiabilité des données publiées dans les recensements reposait largement sur le statut social des informateurs. À Cuba, la multiplication des interlocuteurs était censée permettre la confrontation de plusieurs données de terrain minimisant ainsi les effets néfastes de la « malice des occultations » pratiquées par les habitants, très méfiants vis-à-vis des enquêteurs.

La matérialité des recensements et des relevés topographiques constitue un autre paramètre intéressant de comparaison. Dans le cas cubain, un imposant volume intitulé « Tableaux statistiques » et paru en 1829 inclut une exposition sommaire du protocole d'enquête. Les chiffres sont accompagnés de descriptions de la géographie, du climat et des limites des circonscriptions ; cette première publication est suivie d'un deuxième volume, le volet cartographique de l'enquête. Quant au premier recensement brésilien, il ne se compose que de tableaux statistiques dans lesquels les habitants sont classés

en fonction de leur « condition », de leur couleur, de leur nationalité et de leur religion – les données étant présentées de manière à donner l'image d'une population plutôt homogène, au lieu de laisser apparaître la diversité sociale et culturelle de la jeune nation. Il faudra attendre le recensement de 1920 pour que le recensement brésilien inclue des textes explicatifs, ainsi que des éléments de statistique graphique et des cartes. La contribution de Stoll, Fischer et Folhes confronte les données contenues dans les livres de registres fonciers (qui contiennent rarement des représentations graphiques) aux éléments que le géomètre Paul Le Cointe décide de souligner ou d'omettre dans ses cartes topographiques. Cette analyse révèle notamment les enjeux géopolitiques et économiques autour de l'utilisation des plaines d'inondation.

Dans d'autres terrains également, les inventaires et les données chiffrés sont associés à la production des cartes. Dans les anciennes colonies comme dans les jeunes républiques du Nouveau Monde, l'enquête démographique doit être très souvent précédée d'expéditions de reconnaissance de terrain, notamment dans les fronts de peuplement difficiles d'accès et où le contrôle administratif des populations n'est pas effectif. C'est le cas de nombreuses régions du Brésil ainsi que de la partie orientale de Cuba durant les deux premières décennies du XIX^e siècle. Dans l'île, la connaissance de l'espace et sa représentation deviennent un préalable aux réformes territoriales destinées aux déploiements de l'armée, et ont autant d'importance que le recensement numérique permettant de mesurer les forces loyales à la bannière espagnole. Le programme cartographique de l'enquête de 1840 est bien moins étendu : ni expédition scientifique ni enquête fiscale, l'objectif principal est alors simplement de connaître avec exactitude le nombre d'habitants de chaque localité ou région de l'île. Il propose néanmoins une classification sommaire des établissements agricoles et distingue les données démographiques selon le type d'espace recensé : zones d'habitat groupé (*poblaciones*), « possessions agricoles ». L'interpénétration et les connexions entre les opérations topographiques, cartographiques et statistiques peuvent être identifiées dans le vocabulaire employé par les gouvernements et par les producteurs des informations : tandis que, notamment durant la période coloniale, le mot « mapa » pouvait désigner des tableaux de données démographiques, après 1830 des « commissions statistiques » sont nommées au Brésil par les assemblées provinciales pour décider des limites des circonscriptions civiles et ecclésiastiques, ainsi que de la création de nouvelles unités politico-territoriales et du choix de leurs chefs-lieux.

Les contributions s'intéressent également à la réception et aux répercussions de la diffusion de ces données, aux débats et controverses qu'elles ont suscités à l'intérieur comme à l'extérieur de chaque pays. En effet, avant de constituer un problème pour les historiens de la période coloniale et pour les démographes historiens, les doutes sur la fiabilité des estimations et dénombrements de population du XVIII^e et du XIX^e siècles étaient déjà un sujet de controverse parmi les contemporains, comme l'attestent les contributions d'Aguilera et de Camargo.

Les estimations de la population du Brésil du début du XIX^e siècle étant connues à Cuba en 1832, il est probable que les résultats des recensements cubains soient aussi parvenus à la connaissance des élites brésiliennes. Les chiffres de l'éducation, de la santé et les indicateurs économiques ont également été objet de polémiques et divergences au XX^e siècle au Brésil et en Argentine.

Cecilia Lanata Briones et Hernán González Bollo montrent ainsi comment la comptabilité nationale et la planification en Argentine dans les années 1930 et 1940 empruntent des voies divergentes, s'appuyant sur des conceptions différentes de l'économie et du pays, mobilisant des organisations et des groupes d'experts distincts et faisant un usage passablement contrasté du chiffre. De son côté, Claudia Daniel met en lumière l'importance de l'architecture générale du système public de collecte des données dans la réussite des réformes statistiques. S'il est vrai que, dans certains pays, le modèle centralisé a conduit à l'émergence d'un bureau statistique fort et efficace, ce choix pour l'Argentine semble avoir été plutôt néfaste. Par contraste, le choix brésilien pour une coordination statistique semble avoir été plutôt heureux. On conçoit bien alors l'importance d'une analyse qui tient compte des spécificités nationales. S'il est vrai que les modèles d'organisation statistique circulent et qu'il est souvent important de pouvoir s'appuyer sur un réseau statistique international, il reste que la formation d'une coalition nationale appuyant les projets d'édification, de réforme ou de restructuration statistique est souvent essentielle. Comme le montre Héctor Vera, une réforme apparemment aussi rationnelle que l'introduction du système métrique ne s'impose pas de soi. Et pendant une assez longue période, le neuf peut côtoyer le vieux dans une sorte de bilinguisme métrologique.

Le dossier ouvert par ce numéro thématique de la revue n'est pas clos. Un colloque intitulé « Le chiffre et la carte » réunit à Montréal, du 21 au 23 septembre 2017, des spécialistes de la sociopolitique de la quantification et de la cartographie historique et met de l'avant la production des latino-américanistes d'Amérique latine comme du reste du monde tout en la confrontant avec la production de chercheurs spécialisés dans les autres aires géographiques (Amérique du Nord, Europe et Afrique). À suivre donc !

Jean-Pierre BEAUD

Département de science politique et
Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST)
Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
E-mail : beaud.jean-pierre@uqam.ca

Claudia DAMASCENO FONSECA

Centre de recherches sur le Brésil colonial et contemporain (CRBC)
École des hautes études en sciences sociales (EHESS), France
E-mail : claudia.damasceno@ehess.fr